

## Recherches sociographiques



Jean SAINTONGE, *Les interrelations entre les industries des pâtes et papier et du sciage et le développement économique de l'Est du Québec de 1950 à 1980*

Camille Legendre

Volume 24, numéro 3, 1983

Populations

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/056062ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/056062ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Département de sociologie, Faculté des sciences sociales, Université Laval

ISSN

0034-1282 (imprimé)

1705-6225 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Legendre, C. (1983). Compte rendu de [Jean SAINTONGE, *Les interrelations entre les industries des pâtes et papier et du sciage et le développement économique de l'Est du Québec de 1950 à 1980*]. *Recherches sociographiques*, 24(3), 443–447. <https://doi.org/10.7202/056062ar>

alors que bien d'autres décisions l'ont été par les travailleurs ou leurs représentants, bien qu'elle défavorisassent la rentabilisation économique de l'entreprise autogérée ? La réponse se trouve dans la structure des orientations normatives qui conditionnait l'action ouvrière et selon laquelle, d'après notre propre recherche, la rentabilité économique de l'entreprise était perçue comme la simple résultante des deux orientations de base du mouvement de réouverture — restauration de l'emploi et instauration de l'autogestion ouvrière — plutôt que comme une orientation autonome ayant ses exigences propres, parfois conflictuelles avec les deux précédentes. Sans doute, comme le signale l'auteur, les travailleurs visaient-ils à cette époque la rentabilité économique mais, dans les faits, ils ne pouvaient pas en accepter les véritables implications. Ceci nous amène à un autre problème sous-estimé par l'auteur : celui des dirigeants ouvriers. Dans le contexte d'une telle entreprise, ces derniers ont un double rôle à jouer, inévitablement marqué par de fortes tensions : d'une part, un rôle social de mobilisation collective qui s'inscrit dans le prolongement de leur passé syndical ; d'autre part, un rôle économique de nouveau dirigeant d'entreprise, qui consiste à promouvoir, parfois de façon contraignante auprès de certains travailleurs, les attitudes productivistes indispensables à la rentabilisation économique, qui constitue une exigence pour toute entreprise industrielle, quel que soit le système économique dans lequel elle s'inscrit. L'issue de questions très concrètes, comme la productivité et la discipline dans l'entreprise, est liée à la performance de ce double rôle, de même qu'elle est de nature à conditionner l'action d'autres acteurs.

Ce sont là des aspects de la réalité, et j'aurais pu en mentionner bien d'autres, que l'auteur aborde peu ou pas du tout. Mais l'ouvrage ne prétend pas être une analyse exhaustive de l'expérience, ni même du phénomène Tricofil. L'auteur cherche d'abord à témoigner de son vécu et de celui de la collectivité avec laquelle il a partagé une expérience exceptionnelle. Il regarde celle-ci à partir de la position qu'il a occupée au sein de cette collectivité en acte. À ce titre, il s'agit d'un témoignage émouvant et d'une très grande valeur.

Marcel SIMARD

*École de relations industrielles,  
Université de Montréal.*

Jean SAINTONGE, *Les interrelations entre les industries des pâtes et papiers et du sciage et le développement économique de l'Est du Québec de 1950 à 1980*, Rimouski, Université du Québec à Rimouski, 1982, 164p. (« Cahiers du GRIDEQ », 10.)

L'étude de Saintonge couvre la plus importante période de changement dans l'industrie forestière au Québec, tant au stade de l'exploitation que de la transformation. Cela ne peut que rendre l'étude opportune. L'ouvrage se divise en six chapitres suivis d'une postface. Il comprend en outre une introduction, une bibliographie et une annexe.

On apprend dans l'introduction que la curiosité de l'auteur a été éveillée par l'observation d'un déplacement d'activité des industries du bois vers les pâtes et papiers pendant la période 1961-1975 dans la région du Bas-Saint-Laurent et de la Gaspésie. Saintonge s'est demandé si ce déplacement était « favorable ou non au développement économique de la région ». Après avoir examiné les conditions (et les causes) de ce déplacement, il en arrive à la conclusion que « l'industrie des pâtes et papiers a maintenu en état de soumission l'industrie du sciage » et a contribué à garder la région dans un état de sous-développement chronique.

Dans le premier chapitre, l'auteur décrit brièvement le cadre d'analyse auquel il se réfère dans le reste de l'ouvrage. Il s'inspire essentiellement de l'ouvrage d'Alain Lipietz, *Le capital et son*

*espace*, et du modèle de développement du sous-développement popularisé notamment par Samir Amin. Saintonge s'arrête brièvement à quatre dimensions du modèle qu'il utilise : le concept d'articulation, celui de monopole, celui de bourgeoisie et ses diverses fractions et, finalement, le rôle de l'État.

Le second chapitre traite du contexte régional et l'auteur y aborde les modes de production (le maintien d'une petite production marchande soumise à la production capitaliste) qui caractérise l'économie du Bas-Saint-Laurent et de la Gaspésie, l'impact de l'expérience du B.A.E.Q. sur le développement de la région et la place-clé des ressources naturelles (le système agro-forestier et l'industrie manufacturière). Il nous dit que le B.A.E.Q. a soulevé beaucoup d'espoir mais a beaucoup déçu la population — surtout à cause du plan de fermeture des quatre-vingts villages, de la politique de concentration dans l'industrie du sciage (en harmonie avec la mesure précédente) et de la stratégie de concentration de la population pour induire le développement. Cette politique simpliste n'a pas éliminé les disparités interrégionales à l'origine même du B.A.E.Q. Comme toute région périphérique, le peuplement de l'Est du Québec a été intimement lié à l'exploitation des ressources naturelles : l'agriculture, la pêche, la forêt et les mines. Le modèle dominant de ce développement a été la complémentarité entre les activités de production primaire, surtout le système agro-forestier. Malgré sa sous-représentation dans l'économie de la région, c'est l'industrie manufacturière qui reçoit le traitement le plus détaillé du chapitre. Celle-ci est dominée par les secteurs du bois et du papier, mais, au cours des années, l'importance du sciage a décliné par rapport à l'ensemble de ce secteur au Québec et celle des pâtes et papiers a augmenté. Ce changement a entraîné un déplacement de la main-d'œuvre régionale des villages de l'intérieur vers les agglomérations du littoral.

Dans le chapitre trois, l'auteur traite du marché et de la structure des industries des pâtes et papiers et du sciage. On y trouve un bon exposé des principales caractéristiques de la demande et de l'offre des principaux produits de cette industrie : le papier journal, les cartons et le bois d'œuvre. Concernant l'offre, Saintonge traite en particulier de la production, de la structure des coûts (technique de production et taille, et comparaison interrégionale des coûts), de la propriété étrangère, de la concentration, diversification et intégration de l'industrie, de même que des barrières à l'entrée. Il aborde aussi les mécanismes de détermination des prix.

L'action de l'État fait l'objet du chapitre quatre. Saintonge y rappelle brièvement le rôle traditionnellement passif de l'État à l'intérieur du système des concessions. À partir de 1960, l'État intervient de plus en plus activement pour promouvoir le développement de l'industrie et décide de modifier sa politique de gestion des forêts avec la création des forêts domaniales en 1964, mais surtout à partir de 1972, dans le livre vert énonçant la nouvelle politique par laquelle il prend dorénavant en main la gestion des forêts publiques. L'objectif visé est de *solutionner le problème* des coûts plus élevés du bois au Québec comparativement aux autres régions productrices et d'optimiser l'utilisation de la ressource. Pour la première fois, l'industrie du sciage se trouve à bénéficier d'un approvisionnement stable et suffisant. Le gaspillage engendré par l'ancien système est en voie d'être éliminé. L'industrie des pâtes et papiers, d'abord inquiète et opposée à la réforme, se rallie finalement de façon générale au nouveau système. L'auteur rappelle également l'intervention gouvernementale remarquée dans l'important programme de modernisation des usines, une intervention coûteuse que le pouvoir public ne pouvait plus éviter à cause de l'importance majeure de l'industrie dans l'économie québécoise. Finalement, il s'arrête à la forme particulière que l'intervention gouvernementale a prise dans l'Est du Québec : sécurité d'approvisionnement aux scieries et *modernisation* technologique du sciage. Cette intervention se solde par un bilan positif (nouveaux investissements et création de nouveaux emplois) et par le rôle de plus en plus actif de Rexfor dans le processus de réorganisation de l'industrie du sciage de la région, à la fois pour régler les problèmes de fermeture les plus urgents et pour agir comme partenaire québécois dans de nouveaux développements manufacturiers à caractère mixte. Pour Saintonge, « les interventions de Rexfor [...] s'inscrivent dans la politique de promotion de la bourgeoisie industrielle québécoise en

soutenant l'industrie du sciage et en assurant une présence grandissante du capital québécois dans les pâtes et papiers».

L'auteur passe ensuite à ce qu'il considère le cœur de son travail : un chapitre sur les interrelations économiques entre les industries des pâtes et papiers et du sciage (le chapitre cinq) et un dernier chapitre sur les effets de cette situation sur le développement régional. Dans le premier, Saintonge aborde tout d'abord le contrôle de la propriété des entreprises. Il constate que, jusqu'au début des années 1960, l'industrie forestière de la région était largement cantonnée dans le sciage où se comptait une multitude de petites scieries dominées par quelques grosses entreprises comme la Compagnie Price. Le capital était local, régional ou canadien. Il n'existait que trois petites usines de pâtes contrôlées régionalement (deux) ou de l'étranger. Une phase de restructuration dans les années 1950 entraîna la fin de la domination de la Price (elle ne conserva qu'une seule usine) et la disparition d'un grand nombre de petits établissements. Suivirent ensuite deux mouvements opposés. Tout d'abord, les années 1960 virent de grandes compagnies de pâtes et papiers investir de façon marquante dans le sciage (Bathurst et Irving) et dans les pâtes et papiers (Price, Bathurst et C.I.P.). La concentration dans le sciage se poursuit avec la disparition de nombreuses autres petites usines. Puis un mouvement inverse s'amorça dans les années 1970. Les compagnies de pâtes et papiers se retirèrent du sciage qui passa sous le contrôle des intérêts régionaux et québécois. Elles continuèrent cependant à contrôler les usines de pâtes et papiers.

Saintonge cherche l'explication de cette évolution dans la concurrence que se livrent ces deux secteurs d'activités pour l'approvisionnement en matière première et le degré d'intégration de plus en plus poussé de leurs opérations manufacturières. Il rappelle que, jusqu'au début des années 1970, les grandes compagnies de pâtes et papiers ont contrôlé l'ensemble des forêts (surtout par le biais des concessions) plaçant les scieries dans une position de dépendance des plus précaires. La fin du régime des concessions à partir de 1972 et la nouvelle politique gouvernementale d'accès à la forêt publique ont assuré, surtout à compter de 1976, des garanties d'approvisionnement à moyen terme (dix ans) qui ont favorisé les entreprises régionales d'une certaine taille. Mais l'affranchissement de la dépendance vis-à-vis des approvisionnements fait place à une nouvelle dépendance financière des scieries par suite du rôle majeur que joue la production de copeaux et autres résidus dans la rentabilité des entreprises. Dans la région, seules les quelques usines de pâtes et papiers sont utilisatrices de ces sous-produits ce qui, face au grand nombre d'usines de sciage, les place dans une position de force pour maintenir les prix des copeaux à un très bas niveau. Cependant, contrairement à ce qui s'est produit ailleurs, par exemple au Saguenay/Lac-Saint-Jean, cette interdépendance des deux secteurs n'a pas conduit à l'intégration des entreprises. L'auteur explique cette situation par des facteurs écologiques (les contraintes de production posées par l'abondance du sapin baumier dans la région), économiques d'ordre historique (les difficultés d'accumulation de capital régional) et politiques (la politique du Ministère de l'expansion régionale forçant la production de copeaux dans les scieries et leur utilisation dans les usines de pâtes et papiers et permettant aux grandes compagnies de jouir d'une intégration de fait sans avoir à porter le boulet d'une intégration organisationnelle).

Saintonge conclut ce chapitre en abordant la sous-traitance. Il suggère que l'existence des P.M.E. permet aux grandes entreprises de réaliser des surprofits en absorbant les fluctuations de la demande et en assumant la production des éléments les moins rentables à meilleur compte grâce aux salaires inférieurs payés à cause de la faiblesse ou de l'absence des syndicats. Cette analyse conduit l'auteur à son dernier chapitre sur les effets sur le développement régional. C'est dans le cadre de la domination des monopoles du secteur des pâtes et papiers aux mains de la bourgeoisie canadienne et américaine sur les entreprises non-monopolistes du secteur du sciage aux mains de la bourgeoisie québécoise (surtout régionale) qu'il analyse le problème. Cette domination a empêché le développement d'une bourgeoisie industrielle régionale et retarde « l'évolution générale du mode de production capitaliste en entretenant la petite production marchande ». Par ailleurs, pour diverses raisons, l'implantation des usines de pâtes et papiers n'a pas constitué les investissements

« moteur » espérés, les retombées régionales se limitant presque exclusivement aux salaires versés à la main-d'œuvre directement employée dans l'industrie. Saintonge mentionne avec raison le caractère extraverti du développement économique régional soumis aux stratégies internationales de localisation des capitaux monopolistes multinationaux. L'espace régional n'a de signification qu'en termes de celui des monopoles et le capital régional, d'existence que par la grâce des multinationales. C'est le développement du sous-développement.

Dans une courte postface, l'auteur signale que la crise de 1981-1982 a mis fin à la reprise observée dans le sciage à la fin des années 1970, accentué le mouvement de concentration dans ce secteur, marqué l'arrêt de treize projets d'investissement prévus et confirmé l'abandon des activités de sciage par les grandes compagnies. Seules les entreprises moyennes ont connu une certaine prospérité grâce aux politiques du Ministère de l'expansion régionale et en particulier au rôle de consolidation joué par Rexfor. Mais les perspectives d'avenir déjà sombres le deviennent encore plus avec les ravages de l'épidémie de la tordeuse qui frappe la région durement.

Somme toute, les conditions présentes confirment l'existence d'un système économique forestier à deux volets interdépendants : un « secteur *monopolisé* », les pâtes et papiers, dans lequel les capitaux extra-régionaux se sont réservés les activités les plus capitalisées et les plus rentables avec accès à une main-d'œuvre privilégiée, qui domine un secteur « *concurrentiel* », le sciage, abandonné au capital régional (et québécois), beaucoup moins capitalisé, nettement moins rentable, davantage affecté par les fluctuations de la conjoncture et s'approvisionnant dans un bassin de main-d'œuvre défavorisée.

La publication du mémoire de maîtrise de Saintonge est une initiative heureuse du GRIDEQ. Il s'agit d'un ouvrage sans prétention mais utile. Les études de ce genre ne pleuvent pas au Québec, surtout sur une industrie aussi importante que l'industrie forestière. Le fait qu'il s'agit d'une monographie régionale est aussi intéressant. Toute analyse sérieuse de l'évolution de l'industrie forestière au Québec se doit d'accorder une place importante à la dimension régionale, qui en marque fortement la structure pour plusieurs raisons. Cette industrie dépend d'une ressource naturelle renouvelable qui est régionalement diversifiée. Son implantation s'est faite dans des conditions historiques différentes selon les régions et les compagnies ont suivi des politiques particulières pour tenir compte des conditions économiques régionales spécifiques (v.g. main-d'œuvre, transport, etc.). Le caractère régional s'affirme aussi dans les répercussions diverses qu'y provoquent les fluctuations économiques.

Le modèle d'analyse auquel se réfère Saintonge est trop brièvement esquissé pour qu'on en fasse une évaluation systématique ici. Je me limiterai à quelques remarques. L'auteur se réclame d'une analyse interdisciplinaire mais, en fait, il s'agit d'une analyse presque exclusivement économique. Ce modèle a l'avantage d'accorder une place centrale à l'articulation entre les divers stades du développement des modes de production dont le MPC et d'analyser l'économie régionale dans le cadre plus global de l'économie nationale et internationale. Cependant, l'analyse devra être poussée plus loin pour rendre la démonstration plus solide et plus riche. C'est sans doute ce qui sera accompli dans les prochains travaux de recherche du GRIDEQ.

Je ne suis pas sûr qu'il n'y ait pas une certaine confusion dans l'utilisation des concepts de monopole et d'oligopole. Peut-on dire que l'industrie des pâtes et papiers est une industrie monopoliste ? Dans quel sens ? Les oligopoles des pâtes et papiers ont-ils généralement des comportements dits monopolistes, comme le suggère Saintonge ? Le modèle du *price leadership* joue-t-il nécessairement de la même façon dans les pâtes et papiers que dans l'automobile ?

On peut reprocher à l'auteur de s'être limité à de trop brefs commentaires sur le B.A.E.Q. Il s'en dégage une image simpliste et très partielle (axée largement sur le problème des fermetures de colonies) qui rend peu justice aux perspectives et aux travaux qui ont marqué son action et son plan de développement.

De même, dans le modèle utilisé, le rôle de l'État est à peine esquissé en une page et on le confine à celui de protecteur de la bourgeoisie et de compensateur dans le fonctionnement de la machine économique. Finalement, ce modèle soulève une question qui, à ma connaissance, n'est pas souvent posée. Le fait que ne se soit pas développée une bourgeoisie industrielle régionale digne de mention est-il d'une importance si déterminante ? À supposer qu'il y en ait eu une, cela aurait-il changé de façon significative la situation qui existe présentement dans l'industrie forestière et les retombées socio-économiques qui en découlent ? Notre dépendance technologique et économique en aurait-elle été diminuée de façon notable ? On ne pourra peut-être jamais répondre de façon satisfaisante à cette question qu'en examinant le rôle joué par les quelques capitalistes régionaux qui, tels les Brillant ou les Murdock, ont constitué, au moins pour un temps, des exceptions à la règle. Ou encore, d'une manière beaucoup plus prometteuse, en réalisant une recherche comparative portant sur l'industrie forestière de pays comme la Suède ou la Finlande.

Terminons en notant que l'auteur utilise une bonne documentation, que le texte est écrit dans un style simple, direct et clair et qu'on relève peu de fautes. Cependant, on souhaiterait avoir quelques statistiques sur les déplacements de population de l'intérieur vers le littoral ; le tableau XXIX (p. 113) est difficile à lire ; et la Consolidated-Bathurst a été oubliée dans l'annexe sur les liens de parenté entre firmes.

Camille LEGENDRE

*Département de sociologie,  
Université de Montréal.*

Gérard BOISMENU, Gilles BOURQUE, Roch DENIS, Jules DUCHASTEL, Lizette JALBERT et Daniel SALÉ, *Espace régional et nation. Pour un nouveau débat sur le Québec*, Montréal, Boréal Express, 1983, 217p.

Cet ouvrage remet en question le cadre habituel de l'analyse de la société québécoise quant à la dimension de son assise, ou de son appartenance spatiale. Il propose, en quelque sorte, un nouvel angle de visée, un déplacement du regard qui ne fait plus du Québec une société en soi, mais un sous-ensemble de la formation sociale canadienne.

Le livre se compose de quatre textes principaux. Dans le premier, Daniel Salé présente un bilan critique et prospectif de « l'analyse socio-politique de la société québécoise » à la lumière de la problématique qui sous-tend la thèse d'ensemble. Les trois autres considèrent le problème en l'abordant par un biais particulier, mais complémentaire aux autres : Gérard Boismenu analyse « l'État fédératif et l'hétérogénéité de l'espace », Lizette Jalbert, « la question régionale comme enjeu politique », et Gilles Bourque en collaboration avec Jules Duchastel, « l'État canadien et les blocs sociaux ». Suit une critique de chacun de ces textes par Roch Denis (« Nationalisme, État canadien et luttes de classes ») et une réplique de chacun des auteurs à la critique de Denis.

La formule retenue permet une présentation riche et nuancée de l'approche mise de l'avant, puisqu'il y a diversité de points de vue, critique, et droit de répliques. L'ouvrage néanmoins reste un « essai » somme toute assez théorique, encore que les nombreuses notes donnent l'essentiel des écrits pertinents au sujet. On appréciera ce livre, si l'on n'y cherche pas une thèse étayée par des analyses empiriques et des données factuelles, et si l'on accepte de se laisser séduire par une construction théorique susceptible de nourrir un réexamen de notre vision du Québec et du Canada.

En forçant les choses un peu, on pourrait résumer ainsi la thèse qui s'en dégage : les sciences sociales au Québec ont jusqu'à maintenant axé leurs analyses et leurs interprétations sur la formation sociale québécoise, en mettant en relief ses caractères internes et ses relations,